

cours du premier trimestre de 1971 à un taux annuel très élevé de 8 p. 100, et a été particulièrement stimulée par le niveau élevé des dépenses en matière d'habitation et de biens durables à tous les paliers du gouvernement.

Les investissements commerciaux sont demeurés l'élément le plus faible de l'économie. Mais l'accroissement actuel de la demande de biens et de services, dissipation de l'incertitude quant à la réforme fiscale, et l'augmentation des profits au cours du premier trimestre de 1971 ont préparé la scène d'un revirement.

L'achat de services et de biens autres que durables par les consommateurs a été assez stagnant jusqu'ici, en 1971. Mais les taux élevés des épargnes individuelles, la grande disponibilité du crédit à la consommation et la hausse du revenu, fruit d'une économie en expansion, contribueront tous à l'accélération des dépenses des consommateurs.

Des statistiques plus récentes confirment la relance de l'économie. Il y a eu un fort accroissement des ventes au détail en avril. Après une certaine hésitation en mars, il y a eu, en avril, une vigoureuse augmentation des commandes reçues et expédiées par les manufacturiers. Au cours des quatre premiers mois de 1971, la valeur des permis émis de construction non domiciliaire est montée de 5 1/2 p. 100 par rapport au total de la période correspondante de l'année dernière. En mai, les exportations désaisonnalisées marquaient une hausse de 5 p. 100 par rapport au mois précédent, et de 4.7 p. 100 par rapport au niveau très élevé de 1970.

Le Canada a enregistré en 1970 une balance commerciale favorable sans précédent de 3 milliards de dollars et il a maintenu cette position durant le

premier trimestre de 1971, malgré la hausse des importations. Le budget exprimait une inquiétude au sujet de l'appréciation du dollar canadien provoquée par une très favorable balance des paiements et une satisfaction au sujet du récent déclin du taux de change.

Le nombre d'emplois, qui s'est accru de 140,000 nouveaux postes au cours du printemps et de l'été derniers a augmenté de 180,000 au cours de l'automne et de l'hiver. Cette augmentation n'a pas été suffisante pour réduire le taux de chômage d'une façon substantielle.

En 1970, les prix se sont mieux comportés au Canada que dans tout autre pays industriel. Malgré le renversement partiel de la baisse des prix des aliments qui s'est produite l'an dernier, le taux d'augmentation des autres biens de consommation et des services ont continué de modérer.

Le taux élevé de l'accroissement des coûts a quelque peu ralenti, mais il a été contrebalancé dans une certaine mesure par une augmentation de la productivité.

AIDE FÉDÉRALE AUX PROVINCES

Plus de 4 milliards de dollars perçus par le Gouvernement fédéral au cours de la présente année financière seront mis à la disposition des provinces et des municipalités pour soutenir leurs services. Ce montant représente 31 p. 100 du total des ressources budgétaires fédérales au regard de moins de 23 p. 100 il y a cinq ans.

Plus d'un milliard de dollars seront versés aux provinces en paiements de péréquation au cours de la présente année financière comparativement au total de 370 millions de dollars d'il y a cinq ans.